

par alternance. Pour Schelling, les gens passent d'ailleurs du temps à organiser ce contrôle, en s'imposant des pré-engagements : ils annoncent publiquement qu'ils arrêtent de fumer, se soumettant à la pression des autres, ils s'inscrivent d'eux-mêmes sur des listes noires dans les casinos, quand la fièvre du jeu les laisse en paix, etc.

Les approches de Becker et Murphy comme celle de Schelling donnent des indications utiles en matière de politique publique : dans le domaine de la lutte contre le tabac, par exemple, la rationalité « addictive » incite le fumeur à réviser ses choix quand le prix du tabac augmente ; la thèse de Schelling fait des hausses tarifaires un soutien à ceux qui luttent contre leurs « mauvais » penchants. En pratique, on constate deux phénomènes intéressants : le premier est que certaines catégories de fumeurs sont effectivement sensibles aux variations du prix du tabac ; le second est que lors de l'annonce d'une future hausse des prix, certains fumeurs réduisent d'emblée leur consommation, avant même que l'augmentation ne soit effective. Autrement dit les fumeurs optimisent leurs choix, comme le prédisent les théories de Becker et Murphy, comme celle de Schelling.

Preuve que si les psychiatres et les sociologues ont indéniablement leur mot à dire pour interpréter la dynamique des comportements addictifs, les économistes peuvent, eux aussi, présenter quelques arguments utiles.

KAMIKAZE, UN DÉBOUCHÉ À BAC +5

L'analyse économique peut également aider à comprendre les ressorts du terrorisme. Car, qu'est-ce que le terrorisme, en termes économiques ? Rien d'autre, comme le définit Alan Krueger, qu'une « violence politique préméditée »,

caractérisée par la recherche d'un objectif de médiatisation qui dépasse de loin le décompte des victimes. L'économie du terrorisme connaît d'ailleurs un développement notable depuis le 11 septembre 2001. Elle offre une grille d'analyse fondée sur un raisonnement en termes de rationalité, d'offre, de demande et de contrats.

Du côté de l'offre, on trouve des individus prêts à échanger leurs services avec des organisations – la demande –, dont l'objectif est de perpétrer des violences politiques.

L'analyse économique du crime permet de modéliser ce principe assez simplement. Il existe cependant un cas qui, *a priori*, pose un sérieux problème. Celui des attentats suicides. Comment trouver un avantage à mourir de façon certaine ? Une façon commune de répondre est d'invoquer le désespoir de ceux qui n'ont rien à perdre ou ne savent pas ce qu'ils font. En d'autres termes, établir un lien entre pauvreté, éducation et terrorisme. Le bon sens commun est pourtant trompeur. Car il peut être rationnel de se faire sauter avec une ceinture d'explosifs. Un candidat à l'attentat suicide en retire en effet une certaine utilité : célébrité, honneurs, reconnaissance, statut moral, accomplissement de soi, gains obtenus par les proches ou soi-même avant l'attaque et, pour finir, satisfaction de causer des dégâts à un groupe haï.

Les études sur les kamikazes ne montrent d'ailleurs pas de tendances psychopathologiques particulières. Le fanatisme religieux ou nationaliste n'explique pas non plus pourquoi ils passent à l'acte, alors que d'autres, animés par les mêmes convictions, ne le font pas. Pour Mark Harrison³, le passage à l'acte se fait lorsque la réponse à la question « qui suis-je ? » est plus facile à obtenir en

3. Mark Harrison, « An Economist Looks at Suicide Terrorism », *World Economics*, vol. 7, n° 3, juillet-septembre 2006.

mourant qu'en construisant longuement une identité (d'où la jeunesse des kamikazes).

Les pauvres et les moins éduqués sont-ils plus enclins au terrorisme que les autres ? Non, si l'on se réfère aux cas particuliers. Ben Laden est riche et diplômé, les terroristes du 11 septembre 2001 comptaient presque tous parmi les étudiants, et les auteurs des attentats ratés de Glasgow et Londres en 2007 étaient médecins. Non plus, si l'on se fie aux travaux d'Alan Krueger et Jitka Malec-kova⁴. Ils montrent, à partir de données issues de plusieurs pays, que les violences haineuses (dirigées contre des groupes spécifiques, sans motif crapuleux) sont le fait de gens généralement plus éduqués que la moyenne. L'analyse des données israéliennes prouve également que, aussi bien du côté palestinien qu'israélien, le recours aux attentats contre l'autre communauté est plus souvent justifié pour les personnes relativement riches et éduquées. L'analyse des biographies des membres du Hezbollah libanais montre qu'ils sont généralement moins pauvres que la moyenne de leur communauté et plus éduqués. Il en va de même pour les kamikazes agissant en Israël. Sans conclure à une relation inverse, ils en déduisent que le lien communément admis entre pauvreté, éducation et terrorisme ne tient pas. Les auteurs estiment que l'éducation donne un sens supérieur à l'action politique. Ce qui explique grossièrement pourquoi les plus dotés en capital humain seraient aussi les plus enclins à s'engager dans le terrorisme. Efraim Benmelech et Claude Berrebi avancent une autre explication : les attentats suicides sont des actes complexes. Leur réussite dépend d'une organisation fine,

4. Disponible à l'adresse : <http://www.krueger.princeton.edu/terrorism2.pdf>. Un résumé, par les auteurs, est à disposition à cette adresse : <http://chronicle.com/free/v49/i39/39b01001.htm>.

dans laquelle les plus dotés en capital humain sont également les plus aptes à atteindre les objectifs. Il est donc naturel qu'ils soient recrutés. Leur étude empirique confirme cette hypothèse. Les kamikazes les plus éduqués causent le plus de dégâts et sont les plus souvent recrutés pour les attentats d'ampleur.

L'économie du terrorisme est un domaine presque neuf. Ces résultats doivent donc être interprétés avec prudence. Comme pour tous les sujets abordés dans les pages précédentes, la théorie économique n'a pas vocation à expliquer à elle seule la nature du terrorisme. Mais doit-on pour autant lui refuser toute légitimité ?